

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU HAUT-BEARN

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

SÉANCE DU 27 FEVRIER 2020

Etaient Présents 46 titulaires, 4 suppléants, 10 conseillers ayant donné pouvoir

Présents : Paule BERGES, André BERNOS, David MIRANDE, Pierre CASABONNE, Michel NOUSSITOU, Bernard MORA, Jacques CAZAURANG, Henri BELLEGARDE, Yvonne COIG, Pierre CASAUX-BIC, Jean GASTOU, Jean CASABONNE, Michel BARRERE-MAZOUAT, Maryse ARTIGAU, Suzanne SAGE, Alain TEULADE, Elisabeth MEDARD, Anne VOELTZEL, Jean-Claude COSTE, Claude LACOUR, Jean LABORDE, Cédric PUCHEU, Lydie ALTHAPE, Laurent KELLER, Aimé SOUMET, Bernard AURISSET, Sandrine HIRSCHINGER, Patrick MAUNAS, Francis PASSET, Françoise BESSONNEAU, Marc OXIBAR, Fabienne MENE-SAFFRANE, Daniel LACRAMPE, Dominique FOIX, Maylis DEL PIANTA, Denise MICHAUT, Michel ADAM, Aracéli ETCHENIQUE, David CORBIN, Bernard UTHURRY, Marylise BISTUE, Raymond VILLALBA, Aurélie GIRAUDON, Jean-Pierre TERUEL, Evelyne BALLIHAUT, Martine MIRANDE

Suppléants : Jean-Vincent SALLES suppléant de Jean-Claude COUSTET, Marthe CLOT suppléante de Jean LASSALLE, Muriel BIOT suppléante de Pierre ARTIGUET, Alain QUINTANA suppléant de Gérard BURS

Pouvoirs : Guy BONPAS-BERNET à Jean-Claude COSTE, Etienne SERNA à Pierre CASABONNE, Michel CONTOU-CARRERE à Evelyne BALLIHAUT, Marianne PAPAREMBORDE à Laurent KELLER, Henriette BONNET à Denise MICHAUT, Leila LE MOIGNIC-GOUSSIES à Aracéli ETCHENIQUE, Valérie SARTOLOU à Michel ADAM, Anne BARBET à Marylise BISTUE, Dominique LAGRAVE à Claude LACOUR, Jacques MARQUEZE à Marthe CLOT

Absents : Joseph LEES (excusé), Jean-Michel IDOPE (excusé), France JAUBERT-BATAILLE (excusée), Gérard LEPRETRE (excusé), Jean-Pierre CHOURROUT-POURTALET (excusé), Christophe GUERY (excusé), Jacques NAYA (excusé), Alain CAMSUSOU, Cédric LAPRUN, Gérard ROSENTHAL, Jean-Jacques DALL'ACQUA, Pierre SERENA, Maïté POTIN, Didier CASTERES, André LABARTHE, Jean-Etienne GAILLAT, Elisabeth MIQUEU

RAPPORT N° 01-200227-ADM-

PÔLE MÉTROPOLITAIN « PAYS DE BÉARN » : RÉVISION DES STATUTS

M. LACRAMPE rappelle que par arrêté en date du 18 janvier 2018, le Préfet des Pyrénées-Atlantiques a autorisé la création d'un Pôle Métropolitain nommé Pays de Béarn.

Par arrêté en date du 3 juin 2019, le Préfet des Pyrénées-Atlantiques a acté la modification des statuts du Pays de Béarn, pour faire suite, notamment, à l'adhésion du Conseil Départemental des Pyrénées Atlantiques.

Par courrier en date du 8 octobre 2019, Le Président de la Communauté de Communes du Pays de Nay a sollicité son adhésion au Pays de Béarn, faisant suite aux orientations prises en séminaire des élus du Pays de Nay le 18 septembre 2019.

En vertu des articles L5731-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, régissant les conditions de constitution des pôles métropolitains, une délibération a été soumise à l'approbation du conseil métropolitain quant au principe d'adhésion d'un nouvel EPCI et au projet de statuts modifiés en conséquence. Le conseil métropolitain, réuni le 12 décembre 2019, y a donné un avis favorable.

C'est ainsi que, par courrier en date du 13 janvier 2020, la Communauté de Communes du Haut Béarn a reçu notification de la délibération susvisée. La communauté dispose d'un délai de 3 mois pour se prononcer. A défaut de délibération dans le délai imparti, le silence vaudrait rejet.

La modification des statuts du Pays de Béarn fera, par la suite, l'objet d'un arrêté préfectoral, portant adhésion de la Communauté de Communes du Pays de Nay et extension du périmètre du Pays de Béarn.

Ouï cet exposé

Le Conseil Communautaire, par 57 voix pour, 1 contre (M. J. CASABONNE), 2 abstentions (Mme MIRANDE, M. MORA)

- **APPROUVE** la modification des statuts du Pôle Métropolitain du Pays de Béarn ci-annexés dans le cadre de l'adhésion d'un nouveau membre,
- **AUTORISE** Monsieur le Président à notifier la présente délibération au Président du Pays de Béarn ainsi qu'à Monsieur le Préfet des Pyrénées-Atlantiques,
- **ADOpte** le présent rapport.

Ainsi délibéré à OLORON STE MARIE, ledit jour 27 février 2020

Suit la signature

Le Président

Signé DL

Daniel LACRAMPE



Acte certifié exécutoire

- Par publication ou notification le 03/03/2020

- Par transmission au Contrôle de Légalité le 03/03/2020

Statuts

Pôle métropolitain

PAYS DE BEARN

Evolution
- décembre 2019 -

PREAMBULE

*Le 25 novembre 2015, les représentants des intercommunalités du Béarn,
Accompagnés des parlementaires, élus départementaux et régionaux,
Réunis à l'Hôtel de Ville de Pau,*

*Considérant que la création d'une nouvelle région Aquitaine, Limousin, Poitou-Charentes,
constituera un ensemble si large qu'il sera difficile pour le Béarn de s'y voir pleinement identifié,*

*Considérant la force de l'identité commune en laquelle les Béarnais se reconnaissent, tenant à
l'histoire, aux solidarités économiques, à leur patrimoine culturel,*

*Considérant que cette identité, facteur puissant de développement, est méconnue ou inconnue en
dehors de notre région,*

*Soucieux de réfléchir et d'agir ensemble pour faire vivre le pays de Béarn, pour porter son identité
et ses projets, tout en conservant la plus grande souplesse d'organisation,*

*Ont décidé le principe de la constitution du Pays de Béarn, sous la forme juridique d'un pôle
métropolitain,*

*Ont affirmé que cette création se fera en évitant une structure administrative supplémentaire, par la
mise en commun des moyens des établissements publics existants,*

*Ont confié à l'Assemblée des présidents d'intercommunalités, ou de leurs représentants, le soin de
préparer des statuts et une charte, ainsi que le projet de délibération soumis à tous les membres.*

*Ont proposé de créer un Conseil de Développement réunissant les forces vives du Béarn,
notamment associatives, économiques, culturelles, sociales, environnementales.*

*Conformément à leur engagement unanime, les intercommunalités du Béarn formalisent par
l'adoption des présents statuts, la création, les missions et le fonctionnement d'un Pôle
métropolitain dénommé « Pays de Béarn », au sens des articles L. 5731-1 à L. 5731-3 du Code
général des collectivités territoriales.*

*Les intercommunalités du Béarn se fixent ainsi pour objectif commun, la mise en œuvre des actions
visés dans la Charte de Fondation annexée aux présents statuts.*

*Les intercommunalités du Béarn réaffirment que le Pôle métropolitain « Pays de Béarn » n'a pas
vocation à constituer un nouveau niveau d'administration et s'appuie, pour son fonctionnement, sur
les moyens des collectivités, des établissements publics et syndicats existants.*

ARTICLE 1 – CREATION

En application des dispositions des articles L. 5731-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le Pôle Métropolitain Pays de Béarn est constitué sous la forme d'un syndicat mixte entre les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre et collectivités territoriales suivants:

- Communauté d'agglomération Pau Béarn Pyrénées
- Communauté de communes de Lacq-Orthez
- Communauté de communes du Nord Est Béarn
- Communauté de communes du Haut Béarn
- Communauté de communes des Luys en Béarn
- Communauté de communes du Béarn des Gaves
- Communauté de communes de la Vallée d'Ossau
- **Communauté de communes du Pays de Nay**
- Conseil Départemental des Pyrénées-Atlantiques

ARTICLE 2 - MISSIONS DU PAYS DE BEARN

Conformément à l'article L. 5731-1 du Code général des collectivités territoriales, le Pôle Métropolitain conduit des actions d'intérêt métropolitain en vue de promouvoir un modèle d'aménagement, de développement durable et de solidarité territoriale, sans préjudice des compétences des collectivités locales et de leurs établissements.

Dans ce cadre, le Pôle Métropolitain Pays de Béarn définit et met en œuvre des actions d'intérêt métropolitain dans les domaines visés par la Charte de Fondation.

Chaque membre du Pôle métropolitain demeure libre d'y participer et d'y contribuer financièrement.

Le Pôle Métropolitain mène les réflexions communes, favorise la coordination, l'accompagnement et la promotion des actions mises en œuvre par ses membres dans les domaines reconnus d'intérêt métropolitain.

ARTICLE 3 – SIEGE

Le siège du Pôle Métropolitain Pays de Béarn est fixé provisoirement à :

Pôle métropolitain du Pays de Béarn
Hôtel de France – Place Royale
64000 PAU

ARTICLE 4 – DUREE

Le Pôle Métropolitain du Pays de Béarn est créé pour une durée de 10 ans. La durée de constitution est renouvelable par délibération simple du Conseil du Pays de Béarn.

ARTICLE 5 – GOUVERNANCE

1 – Le Conseil du Pays de Béarn

A – Composition :

Le Conseil du Pays de Béarn est composé de délégués titulaires et de délégués suppléants. Les délégués titulaires et suppléants sont élus par les organes délibérants des membres au scrutin secret et à la majorité absolue. Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu.

Le choix de l'organe délibérant peut porter sur l'un de ses membres ou sur tout conseiller municipal d'une commune membre.

Chaque membre désigne autant de suppléants que de délégués titulaires.

La répartition des sièges entre les membres du Pôle Métropolitain est déterminée, conformément à l'article L. 5731-3 du Code général des collectivités territoriales, en tenant compte du poids démographique de chacun de ses membres. Chaque membre dispose d'au moins un siège et aucun membre ne peut disposer de plus de la moitié des sièges. Aussi, la composition s'établit en deux collèges comme suit :

1er collège : Pour chaque EPCI membre, un nombre de sièges de droit correspondant à l'historique intercommunal de son territoire. Le Conseil Départemental dispose d'un siège.

2ème collège : Chaque EPCI membre dont la population est strictement supérieure à un seuil de 10 000 habitants dispose d'un siège supplémentaire pour chaque strate de 10 000 habitants au-delà de ce seuil. Le Conseil Départemental dispose d'un siège

Chaque délégué ainsi désigné dispose d'une seule voix.

La population prise en compte pour déterminer le nombre de délégués est la population totale au 1^{er} janvier 2017.

Collectivité	Collège 1	Collège 2	Délégués titulaires
Communauté d'agglomération Pau Béarn Pyrénées	3	16	19
Communauté de communes Lacq Orthez	3	5	8
Communauté de communes Nord Est Béarn	3	3	6
Communauté de communes Du Haut Béarn	4	3	7
Communauté de communes Luys en Béarn	3	2	5
Communauté de communes du Pays de Nay	3	2	5
Communauté de communes Béarn des Gaves	3	1	4
Communauté de communes Vallée d'Ossau	1	1	2
Conseil Départemental des Pyrénées-Atlantiques	1	1	2
Total	24	34	58

B – Adhésions et retraits :

D'autres collectivités et établissements publics pourront être autorisés à adhérer au pôle métropolitain à condition que le Conseil du Pays de Béarn en décide par délibération prise à la majorité de ses membres.

En cas de modification législative des compétences des pôles métropolitains, chaque membre pourra décider de se retirer unilatéralement du pôle métropolitain par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à son Président, qui inscrira cette demande à l'ordre du jour de la plus proche séance du Conseil du Pays de Béarn afin qu'il en prenne acte. Le retrait sera prononcé par le représentant de l'Etat dans le département dans les conditions de l'article L.5721-6-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Dans tous les autres cas, le retrait du pôle métropolitain s'effectuera à la majorité des 2/3 des membres du Conseil du Pays de Béarn.

Quel que soit le motif du retrait, les sommes à verser dans le cadre de l'exercice budgétaire en cours au titre des actions initiées ou endossées par le membre qui se retire sont dues et les sommes déjà versées ne sont pas remboursées, sauf accord contraire des membres.

Les sommes à verser dans le cadre des exercices budgétaires à venir sont également dues par le membre qui se retire et seront appelées selon un accord à définir. A défaut d'accord, les modalités de retrait seront arrêtées par le représentant de l'Etat dans le département.

C – Compétences du Conseil du Pays de Béarn :

Le Conseil du Pays de Béarn administre le Pôle Métropolitain et exerce, conformément aux dispositions en vigueur, l'ensemble des compétences prévues par le Code général des collectivités territoriales ou par les présents statuts. Ces compétences sont notamment :

- l'élection du Président du Pays de Béarn,
- la détermination du nombre de Vice-présidents et leur élection,
- le vote du budget et de ses décisions modificatives,
- l'approbation du compte administratif,
- les modifications statutaires,
- l'adoption d'un règlement intérieur,
- la création de commissions ou groupes de travail,
- La définition et la création d'un Conseil de développement du Béarn,
- les délégations au Président et au bureau des attributions pouvant être déléguées.

D – Fonctionnement du Conseil du Pays de Béarn :

Conformément à l'article L. 5731-3 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil du Pays de Béarn est soumis aux règles applicables aux syndicats mixtes prévus à l'article L. 5711-1 du même code.

Il se réunit à l'initiative du Président au moins deux fois par an. Sur demande de cinq délégués au moins, ou du Président, les débats peuvent se tenir à huis-clos.

Chaque délégué titulaire peut être représenté par un suppléant issu du même établissement public, ou en cas d'empêchement du suppléant, peut donner pouvoir écrit de voter en son nom à un autre délégué. Tout délégué ne peut alors disposer que d'un seul pouvoir.

Le Conseil du Pays de Béarn ne peut valablement délibérer qu'en présence de la moitié plus un de ses membres. Si ce quorum n'est pas atteint, le conseil est de nouveau convoqué, au plus tôt trois jours après la séance au cours de laquelle l'absence de quorum a été constatée, et peut délibérer sans condition de quorum, sauf disposition légale, réglementaire ou statutaire contraire.

Les délibérations du Conseil du Pays de Béarn sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Le Président ou tout membre du Bureau peuvent demander à entendre au cours des séances du Conseil du Pays de Béarn des personnes qualifiées, représentants d'organismes publics ou privés intervenant sur le territoire métropolitain ou dans un domaine concerné par les débats du Conseil. Cette faculté est exercée dans le respect des dispositions du Code général des collectivités territoriales et des présents statuts. Ces personnes qualifiées ne participent pas aux délibérations.

Un règlement intérieur du Pays de Béarn complète les règles régissant le fonctionnement des instances. Il est adopté par le Conseil du Pays de Béarn.

2 – Le Bureau et la Présidence du Pays de Béarn :

Le Président, les Vice-présidents ainsi que les autres membres du Bureau sont élus par le Conseil du Pays de Béarn parmi ses membres au scrutin secret uninominal et à la majorité absolue. Si après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu.

A – Composition et fonctionnement du Bureau :

Le Bureau du Pays de Béarn est composé du 1er collège du Conseil du Pays prévu à l'article 5-1-A des présents statuts.

Le mandat des membres du Bureau prend fin en même temps que celui des membres du Conseil du Pays de Béarn.

Le Président convoque les séances du Bureau.

Le Bureau prépare les travaux et délibérations du Conseil du Pays de Béarn.

Le Bureau peut recevoir délégation d'une partie des attributions du Conseil du Pays de Béarn à l'exception des matières qui ne peuvent faire l'objet de délégations, en application de l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales à savoir :

- Le vote du budget
- L'approbation du compte administratif
- Les décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée du Pôle Métropolitain
- L'adhésion du Pôle Métropolitain à un établissement public
- Les dispositions à caractère budgétaire prises à la suite d'une mise en demeure d'inscrire une dépense obligatoire (article L. 1612-15 du CGCT)

Les délibérations du Bureau sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés. Le Bureau délibère valablement dès lors que la moitié plus un de ses membres sont présents ou représentés.

Les membres du Bureau ne peuvent donner pouvoir écrit de voter en leur nom qu'à un autre membre du Bureau. Chaque membre du Bureau ne peut disposer que d'un seul pouvoir.

B – La Présidence du Pays de Béarn :

Le Président est l'organe exécutif du Pôle Métropolitain du Pays de Béarn et préside de droit ses instances, Conseil, Bureau, commissions.

Il prépare et exécute les délibérations du Conseil du Pays de Béarn et les décisions du Bureau.

Il est l'ordonnateur des dépenses et prescrit l'exécution des recettes du Pôle Métropolitain.

Il est chargé de l'administration mais peut déléguer par arrêté l'exercice d'une partie de ses fonctions aux Vice-présidents ou à d'autres membres du Bureau. Ces délégations subsistent tant qu'elles n'ont pas été rapportées.

Il représente le Pôle Métropolitain du Pays de Béarn en justice.

3 – Commissions et groupes de travail

Le Conseil du Pays de Béarn peut créer des commissions ou des groupes de travail permanents ou ponctuels composés de délégués du Pôle Métropolitain ou de représentants des communes de son territoire, pour examiner des questions ou élaborer des projets relevant de l'exécution des missions que se fixe le Pôle Métropolitain.

Ces commissions ou groupes de travail sont présidés par le Président du Pays de Béarn ou, par délégation, par un membre du Conseil du Pays de Béarn.

Le Président, ou son représentant, peut inviter à participer aux travaux des commissions et groupes de travail des représentants d'organismes publics ou privés dont la présence présente un intérêt pour la conduite des réflexions.

4 – Conseil de Développement du Béarn

Conformément aux dispositions de l'article 88 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, les membres du Pôle métropolitain du Pays de Béarn renforcent leur coordination pour le développement du territoire par la création d'un Conseil de Développement commun regroupant les représentants des milieux économiques, sociaux, culturels, éducatifs, scientifiques, environnementaux et associatifs de l'ensemble du Béarn.

La composition du Conseil de Développement qui tend à rechercher le meilleur équilibre territorial, est arrêtée par le Conseil du Pays de Béarn sur proposition du Bureau. Une délibération commune de création est soumise à l'approbation des EPCI contigus du Béarn.

Dès sa création, le Pôle métropolitain du Pays de Béarn et les EPCI membres consultent le Conseil de Développement du Béarn au sens du IV de l'article L. 5211-10-1 du CGCT.

Le Conseil de Développement du Béarn pourra se substituer aux Conseils de développement existants ou à venir dans tous les EPCI de plus de 20 000 habitants de son territoire.

ARTICLE 6 – BUDGET

Le budget du Pôle Métropolitain du Pays de Béarn pourvoit aux dépenses et aux recettes de fonctionnement et d'investissement nécessaires à la réalisation de son objet et de ses actions. Il est voté par le Conseil du Pays de Béarn.

Les recettes du Pôle Métropolitain peuvent comprendre conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales :

- les cotisations annuelles des membres fixées par le Conseil du Pays de Béarn,
- les contributions des membres aux actions et projets,
- les revenus des biens, meubles ou immeubles du Pôle Métropolitain,
- les sommes qu'il reçoit des administrations publiques, des associations, des particuliers, en échange d'un service rendu,
- les subventions et participations des partenaires,
- les produits des dons et legs,
- le produit des taxes, redevances et contributions correspondant aux services assurés ou aux investissements réalisés,
- le produit des emprunts.

Pour la mise en œuvre d'une action d'intérêt métropolitain par le Pays de Béarn, seuls les membres ayant décidé de participer à cette action sont appelés à contribution. La contribution des membres participant à l'action est alors déterminée proportionnellement à la population et aux capacités contributives de chacun.

Les subventions des partenaires publics ou privés attribuées au Pays de Béarn pour la mise en œuvre d'une action d'intérêt métropolitain abondent le budget avant calcul de la contribution de chaque membre participant à cette action.

ARTICLE 7 – DISSOLUTION

La dissolution du Pôle Métropolitain du Pays de Béarn est prononcée dans les conditions prévues à l'article L. 5212-33 du Code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 8 – CHARTE DE FONDATION PAYS DE BEARN

La Charte de Fondation du Pays de Béarn, soumise à l'approbation des EPCI membres et du Conseil du Pays de Béarn, précise les principes, les domaines d'interventions et d'actions d'intérêt métropolitain.